La Suisse est-elle dans une situation de surpopulation ?

Philippe Wanner
14th September 2020



Parmi les arguments les plus souvent avancés pour limiter l'immigration en direction de la Suisse, le fait que le pays est surpeuplé figure en bonne position. Les logements se raréfieraient, la capacité des trains, des routes et des écoles serait largement dépassée, et tout cela en raison de l'immigration. Bien sûr, une croissance démographique nécessite des adaptations pour en éviter les conséquences négatives. Mais peut-on parler de « surpopulation » ?

Le concept de surpopulation est difficile à définir. Peu d'études ont été publiées sur ce sujet en Europe. La littérature existante se penche plutôt sur les difficultés observées dans des cas de déclin ou de décroissance démographique (qui s'apparente à une sous-population), une situation partagée par de plus en plus de pays européens. Ce déclin potentiel était largement débattu en Suisse il y a 30 ans (Blanc et al. 1985, Geinoz et al. 1989), avant de céder sa place à la peur de la croissance.

Vers une définition de surpopulation

L' « optimum de population », qui définit le seuil à partir duquel la population est trop nombreuse, repose pour sa part sur des notions difficilement transférables en Suisse : Malthus, Cantillon et leurs disciples faisaient ainsi référence à l'aptitude de la planète ou d'une société à subvenir aux besoins fondamentaux de ces habitants, pour définir cet optimum.

Les économistes pour leur part ont tenu compte de la productivité : la population est de taille idéale lorsque sa croissance démographique permet d'atteindre un optimum de production (cf. Landry, cité par Soriot 2001), de maximiser le revenu individuel moyen ou le bien-être individuel et social. Celui-ci peut être traduit par différents indicateurs (état de santé, sentiment de sécurité, etc., en fonction des priorités).

L'évolution de la population suisse

Quelle que soit la définition retenue, la Suisse se situe plutôt bien dans le classement des pays européens ou mondiaux. Économiquement, la Suisse est l'un des pays les plus riches du monde. Du point de vue du bien-être, tous les classements mondiaux situent aussi la Suisse dans le peloton de tête des pays. Quel que soit l'indicateur, aucune détérioration significative ne peut être associée à la croissance des flux migratoires. Certes, des tensions peuvent s'observer dans la population, des insatisfactions peuvent être évoquées, mais elles restent d'un niveau acceptable. Pour ces raisons, avec les quelques éléments théoriques que l'on a à disposition, nous pouvons écarter l'idée d'une surpopulation.

Et dans le cas contraire, si la tendance démographique de la Suisse ne répond pas à un optimum démographique, que faire ? L'évolution de la population répond à des logiques complexes, liées à l'accroissement de la durée de vie (on meurt plus tardivement que dans le passé), à une structure par âge comprenant beaucoup de jeunes adultes, ce qui favorise les naissances. Les départs à la retraite concernent les générations du baby-boom, qui doivent être remplacées sur le marché du travail, il y a donc des besoins de main-d'œuvre. Vouloir limiter la croissance de la population, dans ce contexte, est difficile. Fermer les frontières, ce sont des hôpitaux qui se privent d'une main-d'œuvre étrangère nécessaire ; ce sont les agriculteurs qui ne peuvent faire face aux travaux de la terre, des commerces qui ne trouvent plus de vendeurs, des restaurants qui ne peuvent plus cuisiner et des multinationales qui ne peuvent plus fonctionner.

Conséquences des politiques démographiques

Certaines politiques démographiques ou migratoires peuvent modifier la taille et la structure de la population. Cependant, elles présentent des coûts importants, supérieurs aux conséquences économiques et financières qu'elles sont censées éviter. À l'aide de différents scénarios démographiques, nous avons pu démontrer qu'une Suisse à 10 millions d'habitants prévue pour 2040 pourrait être plus profitable en termes de conditions de vie, de cohésion sociale et d'économie qu'une Suisse à 6 ou 7 millions d'habitants (Wanner, 2014). Dans ce scénario-ci, le pays serait confronté à un niveau de vieillissement important, à l'effondrement des systèmes de prise en charge des personnes âgées et à un manque de main-d'œuvre. En d'autres termes, à des conséquences beaucoup plus douloureuses que le sentiment d'étouffement que l'on peut parfois – hors période d'épidémie – ressentir dans des trains surpeuplés.

Philippe Wanner est professeur de démographie à l'Université de Genève et directeur adjoint du nccr – on the move. Il dirige le projet Explaining and Interpreting Migration Flows and Stocks.

Cet article a d'abord été publié sur le blog du NCCR on the move.

Bibliographie

- Soriot A. (2001). Le conflit entre productivité et rentabilité : le socialisme marginaliste d'Adolphe Landry, *Économies et Sociétés, Série Œconomia* 31, 11-12, 1677-1701.
- Blanc O., Cuenoud C., Diserens M. et al. (1985). *Les Suisses vont-ils disparaître ?.* Berne / Stuttgart : Haupt.
- Geinoz F., de Siebenthal F., Suarez A. et Tricot M. (1989). *Europe : L'hiver démographique*. Lausanne : L'âge d'homme.
- Wanner P. (2014). *Une Suisse à 10 millions d'habitants ?*. Lausanne : PPUR.

Image: Pixabay.com